



Département de la
Seine-Maritime

Le 14 Septembre 2015

Question n° 21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20150917-M_D150914_21-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/09/2015

Publication : 17/09/2015

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	32
Nombre de Pouvoirs	1
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Septembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **31 Août 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusée ayant donné pouvoir :

Stéphanie ONFROY (Pouvoir à Alexandre MORA).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

QUESTION : n° 21

5-7

OBJET : Sollicitation du Fonds de concours de la CO.D.A.H. - Projets d'investissements concernés pour la Ville de Montivilliers

RAPPORTEUR : Monsieur Laurent GILLE

Je vous rappelle que les EPCI sont soumis à un double principe de spécialité territoriale et fonctionnelle qui limite leur action au périmètre strict du territoire des communes-membres et des compétences qu'elles lui ont été transférées. Toutefois, par exception et par dérogation à ce principe fondamental, l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, autorise un EPCI à instituer et verser des fonds de concours à ses communes-membres dans le respect des dispositions suivantes :

- Le fonds de concours communautaire doit avoir pour objet le financement de la réalisation d'équipements : équipements de superstructure, équipements d'infrastructures, travaux portant sur la réalisation d'installations, matériel et outillages techniques.
- Ce fonds de concours ne peut pas sur un même objet être mobilisé en même temps que l'autre fonds de concours déjà dédié par la CO.D.A.H à la politique de l'aide au sport aux infrastructures sportives.
- Seules les prestations d'investissement réalisées à partir du 1^{er} Janvier 2015 et d'un montant minimum de 10 000 € sont éligibles à ce fonds de concours.
- L'assiette de calcul du fonds de concours à verser sera définie à partir du montant HT restant à la charge de la commune après déduction de toutes les subventions publiques. Sur cette base, le montant maximum du fonds de concours alloué à la commune ne pourra dépasser 50% de ce montant HT restant à charge.
- Le versement du fonds de concours doit donner lieu à délibérations concordantes du Conseil Communautaire et du ou des Conseils Municipaux concernés.

La présente délibération a pour objet :

1. de solliciter l'attribution et le versement de ce fonds de concours intercommunal, en vue d'accompagner la réalisation des investissements suivants pour 2015 à hauteur de 717 466.48 € :

- 5 projets de voirie dont le montant total des travaux est estimé à 413 839.66 € H.T. montant du fonds de concours sollicité : 206 919.00 €.

1) Voirie Rue Girot pour un montant total des travaux de 61 754.88 € H.T.

2) Voirie et trottoirs Rue Clémenceau pour un montant total des travaux de 58 829.20 € H.T.

3) Voirie Avenue Jean Prévost pour un montant total des travaux de 93 453.40 € H.T.

4) Pavage d'un parvis devant l'Abbaye pour un montant total des travaux de 41 839.18 € H.T.

5) Voirie Rue du Fer à Cheval du n°15 au carrefour et de la RD 311/n°5 pour un montant total des travaux de 157 963.00 € H.T.

- Création d'un parking de 42 places en centre-ville, suite à une démolition de maison pour un montant total des travaux de 235 452.50 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 117 726.25 €.

- L'achat d'un camion au Service Espaces-Verts dont le montant total de l'achat est estimé à 20 175.23 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 10 087 €.

- La déconstruction du Moulin Sainte Catherine dont le montant total des travaux est estimé à 89 111.00 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 44 555 €.

- La réfection de quatre toitures :

1) Réfection toiture terrasse de l'Hôtel de Ville pour un montant total des travaux de 33 445.00 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 16 722.50 €.

2) Remplacement toiture ardoisée de l'école Louise Michel pour un montant total des travaux de 57 361.44 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 20 076.50 €.

3) Remplacement de la couverture extérieure et des menuiseries de l'école Jules Ferry pour un montant total des travaux de 226 401.38 € H.T., fonds de concours sollicité : 79 240.48 €

4) Réfection de la toiture du Centre Social Jean Moulin pour un montant total des travaux de 41 666.66 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 20 000 €.

- L'achat d'une sauteuse pour la cuisine centrale dont le montant total de l'installation est estimé à 20 774.00 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 10 000 €.

- L'éclairage public dont le montant total des travaux est estimé à 416 666.66 € H.T., montant du fonds de concours sollicité : 192 139.75 €.

2. d'autoriser le Maire à signer les conventions ci-annexées qui définissent les modalités d'attribution et de versement de ce fonds de concours par la CO.D.A.H.

● **Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5214-16 V et L. 5216-5 VI,

● **Vu** la délibération du Conseil Communautaire de la CO.D.A.H en date du 25 Juin 2015 instaurant un fonds de concours à l'investissement de 30M€ afin de soutenir les 17 communes membres dans leur politique d'investissement et l'activité économique dans l'agglomération havraise,

● **CONSIDERANT** qu'au vu des critères de répartition, un fonds de concours de 3 454 534 € a été attribué à la commune de Montivilliers pour la période 2015 – 2020,

● **Vu** le rapport du Maire,

Je vous propose de solliciter la mobilisation du fonds de concours intercommunal de la CO.D.A.H pour la réalisation des investissements listés ci-dessus :

D'approuver les conventions et le dossier ci-annexés, à joindre à la présente délibération et à adresser à la CO.D.A.H,

D'autoriser le Maire à signer toute pièce relative à la demande de fonds de concours intercommunal (FCI) auprès de la CODAH et notamment la convention jointe en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

Modalités de versement du fonds de concours

CONVENTION

(Commune de Montivilliers – *Nom du projet*)

Entre :

La Communauté de l'Agglomération Havraise (CO.D.A.H), représentée par son Président ou son représentant ou toute personne autorisée, et désignée sous le terme « CO.D.A.H. », d'une part ;

Et :

La Commune de Montivilliers, représenté par son Maire, Monsieur Daniel FIDELIN, ou son représentant.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Par délibération n° en date du 25 Juin 2015, le Conseil Communautaire de la CO.D.A.H. a décidé d'attribuer un fonds de concours de **3 454 534 €** à la commune de Montivilliers pour les projets suivants :

- *Projets annexés*
- *Projets annexés*

Article 1^{er} : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de versement du fonds de concours de la Communauté de l'Agglomération Havraise au financement des projets suivants :

- *Projets annexés*
- *Projets annexés*

Article 2 : Montant du fonds de concours :

2.1 Le plan prévisionnel de financement se présente comme suit :

<u>BUDGET PREVISIONNEL H.T</u>			
<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
<u>NATURE</u>	<u>MONTANT</u>	<u>NATURE</u>	<u>MONTANT</u>
<u>TOTAL</u>		<u>TOTAL</u>	

2.2 Participation communautaire :

Le montant maximum du fonds de concours alloué à la commune ne peut dépasser 50 % du montant HT à la charge de la commune après déduction de toutes les subventions publiques.

De plus, la commune, maître d'ouvrage, en application de l'article L. 1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit assurer une participation minimale au financement d'un projet d'investissement d'au moins 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques (fonds de concours compris).

La participation communautaire s'effectuera sous forme d'attribution d'un fonds de concours d'un montant de correspondant à % du montant de l'opération estimée à € H.T.

La participation communautaire ne pourra pas être réévaluée à la hausse. Si le montant final des dépenses s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la participation communautaire serait recalculée au prorata des dépenses réellement engagées et justifiées.

De ce fait, si la commune a perçu un fonds de concours supérieur à celui qu'elle aurait dû percevoir, elle devra procéder à son remboursement.

Article 3 : Modalités de paiement :

La Communauté de l'Agglomération Havraise versera le fonds de concours de la façon suivante (en fonction du montant du fonds de concours alloué) :

- **Subvention escomptée inférieure à 50 000 Euros** : un seul versement du fonds de concours après un état des dépenses acquittées visé par le Trésorier pour le projet.
- **Subvention escomptée supérieure à 50 000 Euros** : versement de deux acomptes et du solde :
 - 40 % d'acompte à la notification de la convention.
 - 40 % d'acompte au vu des justificatifs des dépenses acquittées visées par le Trésorier représentant 30 % du montant total H.T. de l'investissement.
 - Solde sur présentation des dépenses et des recettes acquittées.

Pour le versement du fonds de concours, la Commune devra fournir à la CO.D.A.H. les documents suivants :

- Un plan de financement finalisé définitif (en dépenses et en recettes).

Ce plan de financement devra être accompagné de commentaires expliquant le cas échéant les variations constatées entre le plan de financement prévisionnel et le plan de financement définitif.

- Un état des dépenses et des recettes réalisées, visé par le Trésorier de la Commune.
- Une attestation de fin de travaux visée par le maître d'ouvrage.
- Les copies des décisions des aides obtenues auprès d'autres partenaires publics.

La Communauté de l'Agglomération Havraise pourra éventuellement demander des copies de factures.

Article 4 : Conditions de résiliation et durée de la convention :

La convention a une durée de 3 ans dès sa notification (ou une durée adaptée à la durée du projet présenté).

Les pièces justificatives exigées à l'article 3 pour le versement du fonds de concours devront être produites dans un délai maximum de six mois après règlement de la facture de l'investissement concerné ou à compter de la date de réception des travaux.

A défaut, la Commune devra solliciter par courrier une prolongation des délais de justification.

Article 5 : Clause de publicité :

Le soutien apporté par la Communauté de l'Agglomération Havraise devra être mentionné sur les documents destinés au public.

Article 6 : Avenant :

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé des parties.

Article 7 : Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de ROUEN.

Pour le Bénéficiaire,

Le Maire,

Pour la CO.DA.H.,

Pour son Président,